

Imposer nos urgences sanitaires, économiques et antiracistes (Communiqué du NPA 65)

Depuis le déconfinement le 11 mai, le Covid-19 n'a pas cessé de circuler en France, comme dans le reste du monde. L'été s'est passé sous le signe de l'incitation permanente à « vivre », c'est-à-dire, pour ceux qui prétendent nous gouverner, consommer, pour « relancer l'économie ». Mais ni le remaniement gouvernemental ni les centaines de milliards injectés aux entreprises n'empêchent de se trouver début septembre devant la vérité sans fard.

Le gouvernement soumis aux injonctions du Medef, dont le président a dicté la feuille de route du plan de relance, prétend organiser une « rentrée presque normale » à coups de menaces contre l'irresponsabilité de la population. Alors pour nous protéger contre l'irresponsabilité de celles et ceux qui ont les yeux cotchés sur les indicateurs du CAC 40 et l'évolution du PIB, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. D'abord pour définir nos urgences et pour nous donner les moyens de les imposer.

Urgence sanitaire

Pour organiser une rentrée « presque normale », c'est-à-dire les enfants à l'école, les parents au boulot, les privés d'emploi contraints d'accepter ce qu'on leur propose, la seule mesure de prise en compte de la pandémie, dont l'activité risque de flamber de nouveau, c'est d'imposer les masques à peu près partout en brandissant la double menace des amendes et de la possibilité de confinements partiels. C'est-à-dire en faisant retomber la responsabilité intégrale sur chaque personne individuellement.

Si le masque est obligatoire, le masque doit être gratuit et adapté aux besoins des activités sociales. La gratuité, ce n'est pas seulement que les entreprises ou les employeurs publics équipent leurs salariéEs. Car nous sommes toutes et tous également des usagerEs. La gratuité des masques c'est donc aussi en dehors des lieux de travail. La gratuité des masques, c'est aussi l'interdiction aux entreprises de répercuter le coût des protocoles sanitaires plus ou moins efficaces, voire effectifs, par l'augmentation des prix. La protection sanitaire doit être un droit et pas un coût pour la population qui subit la pandémie.

Le NPA développe son analyse mais propose également aux organisations réunies dans le collectif auteur du « plan pour une sortie de crise », ainsi qu'aux organisations politiques qui partagent l'idée que ce n'est pas aux salariéEs ni à la population de payer la crise sanitaire, de se réunir pour discuter d'une campagne commune. Il s'agit aussi de discuter des moyens à mettre en œuvre pour imposer la gratuité, y compris sans attendre l'action gouvernementale, c'est-à-dire des moyens comme l'organisation de réseaux de fabrication, la réquisition et la distribution de stocks disponibles, le contrôle des prix des produits et services...

Urgence économique

La gratuité du masque est une mesure parmi d'autres pour assurer la sécurité sanitaire. Une autre mesure c'est assurer le respect de la distance physique. Et assurer la distance physique, ce n'est pas inciter chacunE à s'isoler, se méfier et traquer chez l'autre le danger potentiel, mais créer par les services publics les conditions sociales pour assurer collectivement le risque qui pèse sur chaque individu. Ce qui passe notamment par des embauches massives de personnels dans tous les services publics (santé, éducation, transports collectifs, production et distribution de l'énergie...). Alors que le gouvernement déverse des milliards pour aider des entreprises prétendument en difficulté et pour payer du chômage partiel et des licenciements, il faut interdire les licenciements. Interdire les licenciements c'est former et embaucher dans les services publics les salariéEs que leurs employeurs veulent mettre au chômage. C'est imposer la diminution du temps de travail pour partager le travail entre toutes et tous. Cela passe par la discussion sur les productions de biens et de services qui sont utiles à la population et celles qui ne servent qu'à produire des profits et mettent en danger la santé de la planète et des être humains.

Urgence antiraciste

Assurer notre protection sanitaire et économique, c'est aussi combattre toutes les inégalités qui se maintiennent par des rapports d'oppressions. Inégalités et oppression de genre aux dépens des femmes, inégalités et oppressions contre les populations héritières de l'immigration. Les mobilisations des migrantEs, mais aussi de la jeunesse contre le racisme et les violences policières, mettent en évidence le racisme d'État. Face à la crise sanitaire et la crise économique, ce sont les plus fragiles qui paient le prix le plus fort. Les premierEs touchéEs par la pandémie sont les habitantEs des quartiers populaires, les premierEs licenciéEs sont les salariéEs en contrats précaires, à temps partiel, voire non dédarés. La répression, qui tape d'abord dans les milieux populaires et sur celles et ceux qui relèvent la tête, s'accompagne de discours qui divisent et accusent, avec entre autres la reprise par Darmanin et Cie du terme d'extrême droite « ensauvagement ». Cela renforce de fait la libération de l'expression décomplexée de tous les racismes. La meilleure réponse aux attaques ignobles de journaux d'extrême droite comme Valeurs actuelles ou le déferlement de la haine sur les réseaux sociaux pouvant aller jusqu'à des menaces de mort contre un militant par un responsable lepéniste du RN, c'est le développement et l'alliance des

différentes luttes : être présents le 12 septembre avec les Gilets Jaunes, réussir le 17 septembre comme premier rendez-vous de grève contre la politique du gouvernement Macron-Castex et être massivement dans la rue le 17 octobre avec les migrantEs pour la régularisation des sans-papiers, et la liberté de circulation alors que chaque jour des centaines de femmes et d'hommes mettent leur vie en jeu en Méditerranée ou dans la Manche.

Le NPA65, Tarbes, le 2 septembre 2020.